

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 164**  
**du 23 AVR 2026**

**complémentaire prorogeant de 2 ans le délai de validité de l'autorisation environnementale  
accordée par l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 modifié  
à la société Eqiom pour l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire des  
communes d'Imling, Neufmoulins, Lorquin et Xouaxange**

Le préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.516-1, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-102 du 27 octobre 2025 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 modifié autorisant la société Eqiom à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire des communes d'Imling, Neufmoulins, Lorquin, Xouaxange ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-AG/2-531 du 30 décembre 2004 autorisant la société Eqiom à exploiter, dans le périmètre de la carrière, des installations de traitement de matériaux minéraux : broyage, concassage, criblage [...], pour l'exercice d'une activité de production de granulats pour l'industrie du bâtiment et des travaux publics ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-232 du 16 octobre 2018 portant diminution de la surface autorisée (retrait de la parcelle n° 000 02 28 à Neufmoulins) pour l'exploitation de la carrière Eqiom sur le territoire des communes d'Imling, Lorquin, Neufmoulins et Xouaxange ;

- Vu** la demande de prolongation de la durée d'autorisation transmise par la société Eqiom le 25 août 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 16 mars 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis le 9 avril 2026 à l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant dans le délai imparti sur le projet d'arrêté précité ;

**Considérant** que l'article R. 181-49 du code de l'environnement dispose que la demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation ;

**Considérant** que les articles L. 181-14 et R.181-46 du code de l'environnement disposent que toute modification notable non substantielle apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;

**Considérant** que la société Eqiom a porté à la connaissance du préfet sa demande de prolongation de l'autorisation préfectorale susvisée par courrier reçu en préfecture le 26 août 2025 ;

**Considérant** que la demande de prolongation de la durée d'autorisation est limitée à 2 ans et vise uniquement à permettre à la cimenterie de continuer à être alimentée par la carrière, le temps de la période d'instruction de la demande d'autorisation de prolongation pour 30 ans, déposée le 19 octobre 2020, complétée et actuellement en cours d'instruction ;

**Considérant** par conséquent que la demande de prolongation :

- ne constitue pas une extension au sens de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

**Considérant** que dans ces conditions, la demande de prolongation de la durée d'autorisation ne doit pas être considérée comme une modification substantielle au sens de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, et qu'il n'est pas nécessaire d'introduire de nouvelles prescriptions de fonctionnement pour assurer le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement ;

**Considérant** par conséquent que l'exploitant peut bénéficier d'une prolongation de 2 ans de la durée d'autorisation, sans autre modification des conditions d'exploitation prescrites par les arrêtés ministériels et préfectoraux qui s'appliquent au site ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société Eqiom, dont le siège social est situé 10, avenue de l'Arche 92419 Courbevoie, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son activité d'extraction de calcaire sur le territoire des communes d'Imling, Neufmoulins, Lorquin et Xouaxange.

### **Article 2 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié n° 96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 est modifié comme suit :

la phrase : « [...] elle (l'autorisation) porte sur une durée de 30 ans [...] » est supprimée et remplacée par :

*« La société Eqiom est autorisée à exploiter sa carrière et ses installations de broyage, concassage, criblage [...] sur le territoire des communes d'Imling, Neufmoulins, Lorquin, Xouaxange pendant 2 années supplémentaires à compter du 29 octobre 2026, soit jusqu'au 28 octobre 2028. »*

### **Article 3 :Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télerecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

#### **Article 4 : information des tiers**

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies d'Imling, Neufmoulins, Lorquin et Xouaxange et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire des communes susvisées et adressé à la préfecture.

- 3) l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications - publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Sarrebourg - Château-Salins*) pendant une durée minimale de 1 mois.

#### **Article 5 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Egiom situé route Lorquin à Héming et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg - Château-Salins et aux maires d'Imling, Neufmoulins, Lorquin, et Xouaxange.

Pour le préfet,  
le secrétaire général par suppléance,

  
Philippe Deschamps